



Glyphosate et cancer

Comment l'industrie influence et manipule la couverture médiatique

Depuis qu'ils ont classé l'herbicide le plus utilisé au monde comme "*probablement cancérigène pour les humains*", l'équipe internationale de scientifiques du groupe de recherche sur le cancer au sein de l'Organisation Mondiale de la Santé fait l'objet d'attaques violentes menées par l'industrie de l'agro-chimie et ses associés.

Dans une série d'articles à la une, intitulée "Les Monsanto Papers", Le Monde décrivait les attaques comme "*une guerre du géant des pesticides contre la science*" et écrivait que "*Pour sauver le glyphosate, la firme [Monsanto] essayait de discréditer le Centre du cancer des Nations Unies par tous les moyens*".

Une des armes principales dans l'arsenal de l'industrie a été le rapport de Kate Kelland, une journaliste de longue date de Reuters, basée à Londres.

Avec deux scoops et un rapport spécial se basant sur les données de l'industrie, le tout soutenu par des attaques répétées, Kate Kelland avait pour objectif de provoquer un torrent d'articles critiques contre le Centre international de recherches sur le cancer (CIRC) de l'Organisation mondiale de la Santé, en décrivant l'équipe et ses scientifiques comme étant déconnectés de la réalité et manquant de sens éthique, et en les accusant d'être en situation de conflits d'intérêts et d'avoir supprimé des informations lors de leur prise de décision.

En fait, l'équipe du CIRC n'a pas mené de recherches nouvelles, mais a épluché des années de recherches publiées et vérifiées par des pairs, avant de conclure qu'il y avait des preuves limitées de cancer chez les humains lors d'expositions au glyphosate dans la vie réelle et "*suffisamment*" de preuves de cancer lors des études sur animaux. Le CIRC a aussi conclu qu'il y avait des preuves solides de génotoxicité pour le glyphosate seul, ainsi que pour le glyphosate utilisé dans des formulations comme celle du Roundup, l'herbicide de Monsanto dont l'utilisation a augmenté spectaculairement depuis que Monsanto commercialise ses semences modifiées génétiquement pour être "Roundup Ready" [c'est-à-dire tolérantes au Roundup].

Lors de la rédaction de son article, Kate Kelland a passé sous silence la plupart des recherches publiées qui étayaient le classement du glyphosate [comme cancérigène] et s'est concentrée sur les points de discussion et les critiques formulés par l'industrie, tout en cherchant à minimiser les analyses du CIRC. Ses articles reposent largement sur des sources favorables à l'industrie, tout en omettant de signaler leurs liens avec l'industrie. Ils contiennent aussi des erreurs que Reuters a refusé de corriger. Pour finir, certaines des informations choisies, le sont hors contexte et proviennent de documents qu'elle n'a pas mis à disposition de ses lecteurs.

Les liens de Kate Kelland avec le Science Media Center (SMC) soulèvent d'autres questions sur son objectivité en tant que journaliste scientifique. Ce centre est en effet une agence de communication à but non lucratif controversée, basée au Royaume-Uni, qui met en relation des scientifiques avec des journalistes et obtient le plus gros de son financement de groupes et entreprises industriels, y compris ceux qui ont des intérêts dans l'industrie chimique.

Comme on peut le lire dans le rapport lors de la fondation, le Science Media Center qui a été appelé "l'Agence de communication des sciences", a été lancé en 2002 en partie pour tenter de diminuer l'impact des campagnes d'information de groupes comme Greenpeace ou les Amis de la Terre (Friends of the Earth). Les nombreux chercheurs qui ont étudié ce groupe, ont accusé le SMC de minimiser les risques sanitaires et environnementaux de certains produits et technologies controversés.

Le parti pris de Kate Kelland en faveur de ce groupe est évident puisqu'elle apparaît dans une vidéo et un rapport qui font la promotion du SMC, participe régulièrement à des réunions d'information du SMC, intervient lors d'ateliers du SMC et participait à des réunions en Inde pour discuter de la création d'un bureau du SMC là-bas.

Ni Kate Kelland, ni ses éditeurs chez Reuters n'ont voulu répondre aux questions sur ses liens avec le SMC ou à des critiques

spécifiques sur ses articles.

La directrice du SMC, Fiona Fox, a affirmé que son groupe ne travaillait pas avec Kate Kelland sur ses articles concernant le CIRC ni ne fournissait de sources au-delà de celles contenues dans les communiqués de presse du SMC. Il est toutefois évident que les articles de Kate Kelland sur le glyphosate reflètent les opinions avancés par les experts du SMC et par les groupes industriels sur ces sujets.

Reuters attaque un cancérologue



Rapport de Kate Kelland pour Reuters, le 14 juin 2017

Le 14 juin 2017, Reuters publia un rapport spécial de Kate Kelland accusant Aaron Blair, un épidémiologiste de l'Institut national du Cancer des Etats-Unis et président du panel du CIRC sur le glyphosate, de dissimuler des informations importantes dans son évaluation du cancer.

Kate Kelland alla dans son article, jusqu'à suggérer que l'information prétendument dissimulée aurait pu changer la conclusion du CIRC sur le caractère carcinogène probable du glyphosate. Pourtant l'information en question n'était qu'une petite sous-catégorie de données épidémiologiques collectées durant un projet à long terme appelé l'Agricultural Health Study (Etude de santé agricole). Une analyse de plusieurs années des données relatives au glyphosate avait déjà été publiée et prise en compte par le CIRC, mais une analyse plus récente de données non achevées et non publiées n'avait pas été prise en compte, car les règles du CIRC exigent de ne se baser que sur des études publiées.

L'affirmation de Kate Kelland, comme quoi Aaron Blair aurait dissimulé des données essentielles, était en contradiction avec les documents sources sur lesquels se basait son article, mais elle ne donna à ses lecteurs aucun lien vers un quelconque de ces documents, ce qui fait qu'ils ne purent pas vérifier par eux mêmes la véracité de ses affirmations. Ses accusations explosives furent largement diffusées et répercutées par d'autres organes de presse (y compris Mother Jones) et immédiatement brandies comme moyen de pression par l'industrie de l'agro-chimie (1).

Après avoir obtenu le document source en question, Carey Gillan, un ancien journaliste de Reuters et maintenant directeur de recherche du groupe à but non lucratif états-unien "Le droit de savoir" (Right to Know où l'auteur de l'article travaille aussi) mettait en évidence de nombreuses erreurs et omissions dans l'article de Kate Kelland.

L'analyse de l'article donne des exemples d'arguments essentiels dans l'article de Kate Kelland, y compris une déclaration prétendument faite par Aaron Blair, qui ne sont confirmés ni par la déposition de 300 pages d'Aaron Blair établie par les avocats de Monsanto, ni par aucun autre document source.

La présentation sélective par Kate Kelland de la déposition d'Aaron Blair a passé sous silence ce qui contredisait sa thèse - par exemple les nombreuses passages où Aaron Blair affirme que des recherches montrent des liens entre le glyphosate et le cancer, comme Carey Gillan l'écrivait dans le Huffington Post (18/06/17).

Kate Kelland a décrit de façon erronée la déposition de Mr Blair et les éléments connexes comme étant des "*documents judiciaires*", laissant entendre qu'ils étaient accessibles au public. En fait, ils n'étaient pas déposés dans un tribunal, mais provenaient probablement des avocats de Monsanto ou de leurs substituts. (Les documents n'étaient accessibles qu'aux avocats impliqués dans l'affaire, et les avocats du plaignant ont affirmé ne pas les avoir donnés à Mme Kelland).

L'agence Reuter a refusé de corriger les erreurs dans l'article, y compris la fausse affirmation concernant l'origine des documents sources et la description inexacte d'une source essentielle, le statisticien Bob Tarone, présenté comme étant "*indépendant de Monsanto*". En réalité, Bob Tarone a perçu des frais de consultant de Monsanto pour ses efforts en vue de discréditer le CIRC.

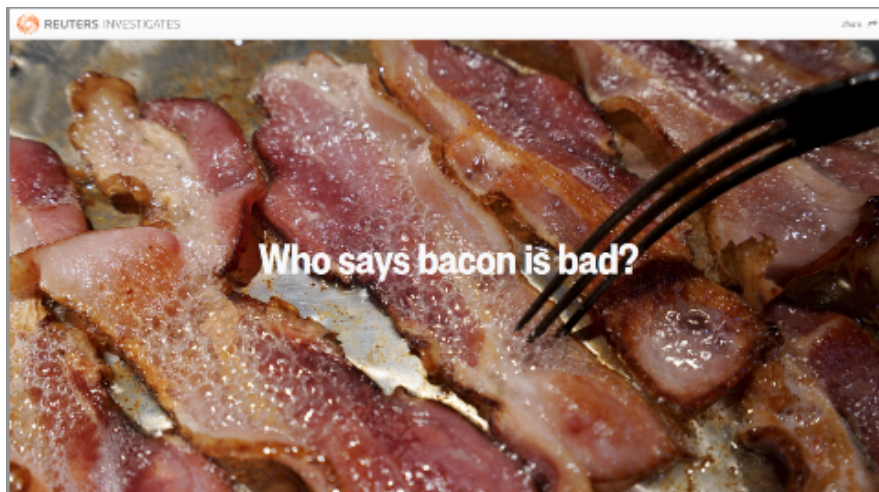
En réponse à une demande du groupe Droit de savoir de corriger ou retirer l'article de Mme Kelland, l'éditeur de Reuters global entreprises, Mike William, envoya un email, le 23 juin :

"Nous avons examiné l'article et le rapport sur lequel il se basait. Ce rapport inclut la déposition à laquelle vous faites référence, mais ne se limitait pas à elle. La journaliste, Kate Kelland, était aussi en contact avec toutes les personnes mentionnées dans l'article et bien d'autres encore et a étudié les documents. A la lumière de cet examen, nous ne considérons pas que cet article soit inexact ni qu'il justifie un retrait".

Mike Williams a refusé d'aborder l'appellation erronée de "*documents judiciaires*" ou la description erronée de Tarone comme source indépendante.

Depuis lors, l'outil de propagande que Reuters a donné à Monsanto s'est amplifié et défraie la chronique. Le 24 juin, un éditorial du St. Louis Post Dispatch a rajouté une couche d'erreurs sur un rapport déjà fallacieux. A la mi-juillet, les blogs de droite utilisaient l'article de Reuters pour accuser le CIRC d'escroquer les contribuables états-uniens. Les sites d'info pro-industrie annonçaient que cet article "*portait le coup fatal*" à l'affirmation que le glyphosate était cancérigène et un groupe de désinformation scientifique faisait la promotion de l'article de Kelland sur Facebook avec un titre mensonger affirmant que les scientifiques du CIRC avait reconnu avoir dissimulé des faits.

L'attaque du bacon



"Qui dit que le bacon est mauvais ?", rapport spécial de Kate Kelland.
Sous-titre "Comment le Centre sur le cancer de l'Organisation mondiale
de la Santé induit les consommateurs en erreur"

Ce n'est pas la première fois que Kate Kelland s'est appuyée sur Bob Tarone, comme source principale, dans un article attaquant le CIRC, et a omis de mentionner ses liens avec l'industrie. En avril 2016, une enquête spéciale de Kate Kelland, intitulée *"Qui a dit que le bacon est mauvais ?"*, décrivait le CIRC comme un centre qui crée la confusion et est mauvais pour la science. Cet article reposait en grande partie sur des citations de Bob Tarone et de deux autres sources favorables à l'industrie, dont les liens avec les industriels étaient aussi passés sous silence, ainsi que d'un observateur anonyme.

D'après ses détracteurs, les méthodes du CIRC ne sont *"pas bien comprises"*, *"ne rendent pas vraiment service au public"*, *"manquent parfois de rigueur scientifique"*, ne sont *"pas bonnes pour la science"* et *"desservent le public"*.

D'après Bob Tarone, le Centre international de recherche sur le cancer est *"simpliste, voire même non scientifique"* - une accusation soulignée avec des lettres majuscules dans un sous-titre.

Tarone travaille pour l'International Epidemiology Institute, fervent défenseur de l'industrie, et a déjà été impliqué dans une étude controversée sur les téléphones portables, financée en partie par l'industrie des téléphones portables, qui a conclu qu'il n'y avait aucun lien entre les téléphones portables et le cancer, contrairement aux résultats d'autres études financièrement indépendantes sur le même sujet.

Dans l'article de Kate Kelland, un des deux autres détracteurs était Paulo Boffetta, un ex-scientifique controversé du CIRC, qui a écrit un article pour soutenir l'amiante, alors qu'il percevait aussi de l'argent pour défendre l'industrie de l'amiante devant un tribunal. Le second était Geoffrey Kabat qui a collaboré une fois avec un scientifique financé par l'industrie du tabac pour rédiger un article en défense du tabagisme passif.

G. Kabat est aussi membre du conseil consultatif de l'American Council on Science and Health (Conseil états-unien sur la science et la santé ou ACHS) un des fers de lances des grandes entreprises. Le jour où Reuters sortit son article, le ACSH publiait un article sur son blog (18/04/17) se vantant que Kate Kelland avait utilisé leur conseiller, G. Kabat, comme source pour discréditer le CIRC.

Les liens de ses sources avec l'industrie et la série de positions qu'ils ont prises en opposition avec la communauté scientifique, sont significatifs, en particulier du fait que l'exposé sur le bacon et le CIRC était couplé avec un article de Kate Kelland sur le glyphosate qui accusait Chris Portier, conseiller du CIRC, de parti pris à cause de son affiliation à un groupe écologiste.

Ce conflit d'intérêt monté de toute pièce avait pour but de discréditer Chris Portier qui était à l'initiative d'une lettre signée par 94 scientifiques et qui pointait de *"graves lacunes"* dans une étude de risque de l'Union européenne qui dédouanait le glyphosate de tout risque cancérigène (2).

L'attaque contre Chris Portier et la thématique bonne/mauvaise science furent répercutées par les différents canaux de diffusion de l'industrie de la chimie le jour même où les articles de Kate Kelland étaient publiés.

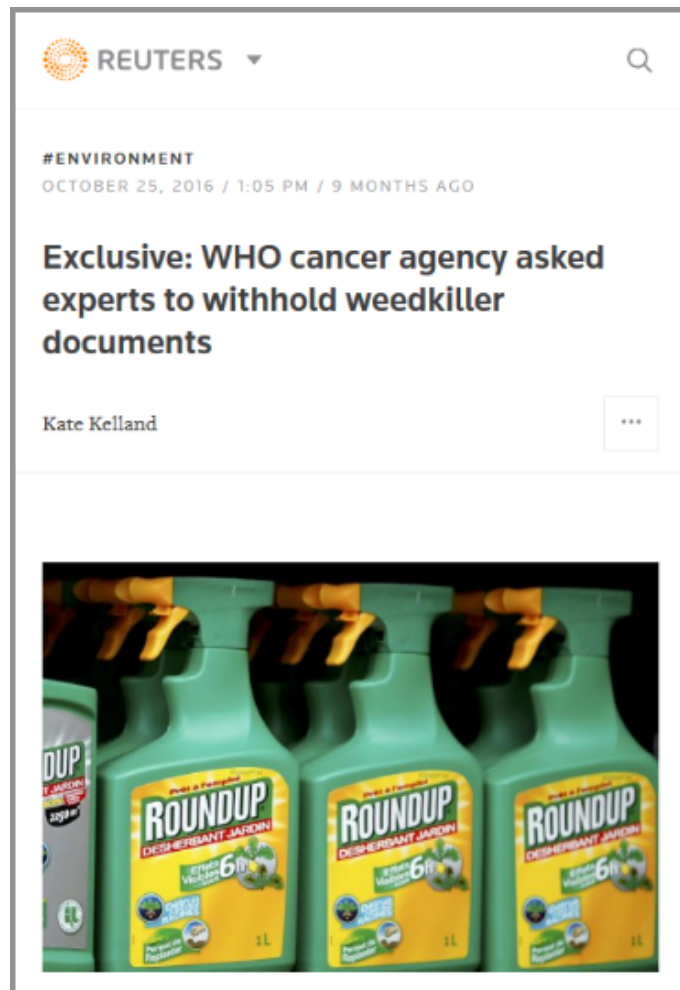
Le CIRC se rebiffe

En octobre 2016, lors d'un autre scoop exclusif, Kate Kelland décrivait le CIRC comme une organisation opaque qui avait demandé à ses scientifiques de ne pas communiquer les documents relatifs au réexamen du glyphosate. L'article s'appuyait sur une correspondance donnée à Kelland par un groupe de juristes favorables à l'industrie.

Le CIRC réagit de manière inhabituelle, en postant les questions de Kate Kelland et les réponses qui lui avaient été envoyées, ce qui les remettait dans leur contexte, contexte que l'article de Reuters avait omis de préciser.

Le Centre international de recherche sur le cancer y expliquait que les avocats de Monsanto demandaient aux scientifiques de leur fournir les ébauches et documents de délibération, mais à la lumière des poursuites en cours contre Monsanto, *"les scientifiques étaient mal à l'aise à l'idée de diffuser ces documents et certains avaient le sentiment de faire l'objet de pressions"*. Le CIRC rappelait qu'il avait dû par le passé faire face à de telles pressions pour divulguer des ébauches de documents en soutien à des procédures judiciaires relatives à l'amiante ou au tabac et qu'il y avait une tentative d'inclure des documents de délibération du CIRC dans un procès sur les PCB.

L'article se gardait bien de mentionner ces exemples ou bien les craintes que des ébauches de documents ne soient utilisées dans des procès. Par contre l'article sortait l'artillerie lourde contre le CIRC pour critiquer un groupe *"en désaccord avec les scientifiques du monde entier"*, qui *"avait provoqué des polémiques"* avec ses évaluations du risque de cancer qui *"pouvaient provoquer inutilement des craintes pour la santé"*.



Article exclusif de Kate Kelland :
"Le Centre du cancer de l'OMC a demandé à ses experts de ne pas communiquer de documents sur l'herbicide"

Le CIRC avait un "ordre du jour caché" et ses actions étaient "ridicules" d'après un responsable de Monsanto cité dans l'article.

Le CIRC écrivait en réponse :

"L'article de Reuters suit un modèle de rapports concordants mais trompeurs dans certains secteurs des médias à propos du Programme de monographies du CIRC, qui a commencé après que le glyphosate fût classé comme probablement cancérigène pour les humains."(souligné dans l'original)

Le CIRC réfuta aussi le reportage de Kate Kelland sur Aaron Blair : il signala le conflit d'intérêt de la source de celle-ci, Bob Tarone, et expliqua que le programme d'évaluation du cancer du CIRC ne prend pas en compte des données non publiées et "n'appuie pas ses évaluations sur des opinions exprimées dans des articles de presse", mais sur "le collectage et l'examen systématiques de toutes les études scientifiques pertinentes et disponibles publiquement, produites par des experts indépendants et n'ayant aucun intérêt personnel".

La rengaine des agences de communication

Le Science Media Center - dont Mme Kelland affirme qu'il a influencé son reportage - a de vrais intérêts à défendre et a déjà été accusé d'encourager les positions scientifiques favorables à l'industrie. Parmi ses donateurs passés et actuels, on retrouve Monsanto, Bayer, DuPont, Coca-Cola ainsi que des groupes industriels alimentaires ou de la chimie et des agences gouvernementales, des fondations ou des universités.

De toute évidence, le SMC influence la façon dont les media couvrent certains sujets scientifiques, réussit souvent à ce que les réactions de ses propres experts soient citées dans les articles et ainsi à orienter la couverture médiatique avec ses points de

presse.

Comme Kate Kelland l'explique dans la vidéo de promotion du SMC *"A la fin d'un point presse vous comprenez de quoi il retourne et pourquoi c'est important"*.

C'est là-dessus que le SMC concentre ses efforts : faire comprendre aux journalistes si un événement ou une étude mérite leur attention et comment ils devraient être présentés.

Les experts du SMC minimisent parfois les risques et rassurent les citoyens à propos de produits ou de technologies controversés. Des chercheurs ont critiqué par exemple, les tentatives médiatiques du SMC en faveur de la fracturation hydraulique, sur la sécurité des téléphones portables, sur le Syndrome de la fatigue chronique ou sur les aliments modifiés génétiquement.

Les campagnes du SMC contribuent aux campagnes de lobbying. Un article paru dans Nature en 2013, expliquait comment le SMC détourna la marée médiatique, des craintes éthiques liées à la question des embryons hybrides humains/animaux vers leur intérêt en tant qu'outils de recherche importants, et avait ainsi stoppé les projets de réglementations du gouvernement.

Andy William de l'université de Cardiff, le chercheur spécialisé dans les media que le SMC engagea pour analyser l'efficacité de cette campagne, en arriva à considérer le modèle du SMC comme problématique, inquiet qu'il n'étouffe les débats. William décrivait les points presse comme étant des événements rigoureusement gérés et mettant en avant une présentation des faits très convaincante.

A propos des risques de cancer liés au glyphosate, le SMC fournit un discours bien ficelé dans ses communiqués de presse.

Selon les experts du Science Media Center, le classement par le CIRC du glyphosate comme cancérigène probable, *"oubliait de prendre en compte des données critiques"*, se basait *"sur un examen plutôt sélectif"* et sur des preuves qui *"semblent un peu fragiles"* et surtout *"ne justifient pas un tel classement"*. Monsanto et d'autres groupes industriels diffusèrent ces citations.

Les experts du SMC ont eu une opinion beaucoup plus favorable des évaluations des risques menées par l'Agence européenne pour la sécurité alimentaire (AESA ou EFSA en anglais) et l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA en anglais) qui levaient les craintes de cancers humains pour le glyphosate. La conclusion de l'AESA était *"plus scientifique, pragmatique et équilibrée"* que celle du CIRC et le rapport de l'ECHA était objectif, indépendant, complet et *"scientifiquement justifié"*. (3)

Les reportages de Kate Kelland dans Reuters reprennent ces thèmes favorables à l'industrie et ont parfois utilisé les mêmes experts, comme dans un article de novembre 2015 expliquant pourquoi les agences basées en Europe donnaient des conseils contradictoires sur les risques de cancer liés au glyphosate. Son article citait deux experts directement à partir d'un communiqué du SMC et résumait ainsi leur opinion :

"En d'autres termes, le CIRC est chargé de faire ressortir tout ce qui dans certaines conditions, aussi rares soient-elles, peut causer des cancers chez les humains. L'AESA de son côté s'occupe des risques réels et de savoir si, dans le cas du glyphosate, il y a des preuves qui montrent que, lors d'une utilisation normale, ce pesticide pose un risque inacceptable pour la santé humaine ou l'environnement."

Kate Kelland inclut deux brèves réactions de groupes écologistes. Greenpeace considérait que l'examen de l'AESA était un *"simulacre"* et Jennifer Sass du Natural Resources Defense Council affirma que l'analyse menée par le CIRC était *"un processus bien plus solide, scientifiquement défendable et public qui impliquait un comité international d'experts non liés à l'industrie"* (Une autre déclaration du NRDC résumait les choses ainsi : *"Le CIRC a rendu une bonne copie et l'AESA a piqué la copie de Monsanto"*).

L'article de Kate Kelland complétait les commentaires des groupes écologistes avec ces mots *"Les détracteurs du CIRC.... estiment que sa démarche pour mettre en évidence les risques devient vide de sens pour les consommateurs qui se démènent pour utiliser ses conseils dans la vie réelle"* et finissait l'article par des citations d'un scientifique qui *"déclare un intérêt étant donné qu'il a agité en tant que consultant pour Monsanto"*.

Lorsqu'on lui pose la question sur ceux qui reprochent au SMC son parti pris en faveur de l'industrie, la directrice du SMC, Fiona Fox répond

"Nous écoutons attentivement toute critique provenant de la communauté scientifique ou de journalistes travaillant pour les media britanniques, mais nous n'avons reçu aucune critique à propos d'un parti pris pro-industrie de la part de ces partenaires. Nous rejetons l'accusation de parti pris en faveur de l'industrie et notre travail reflète le travail et l'opinion des 3000 éminents chercheurs scientifiques de notre base de données. En tant que bureau de presse indépendant se consacrant à certains des sujets scientifiques les plus controversés, il n'est pas surprenant que des groupes en marge du courant scientifique dominant nous critiquent."

Conflits d'experts

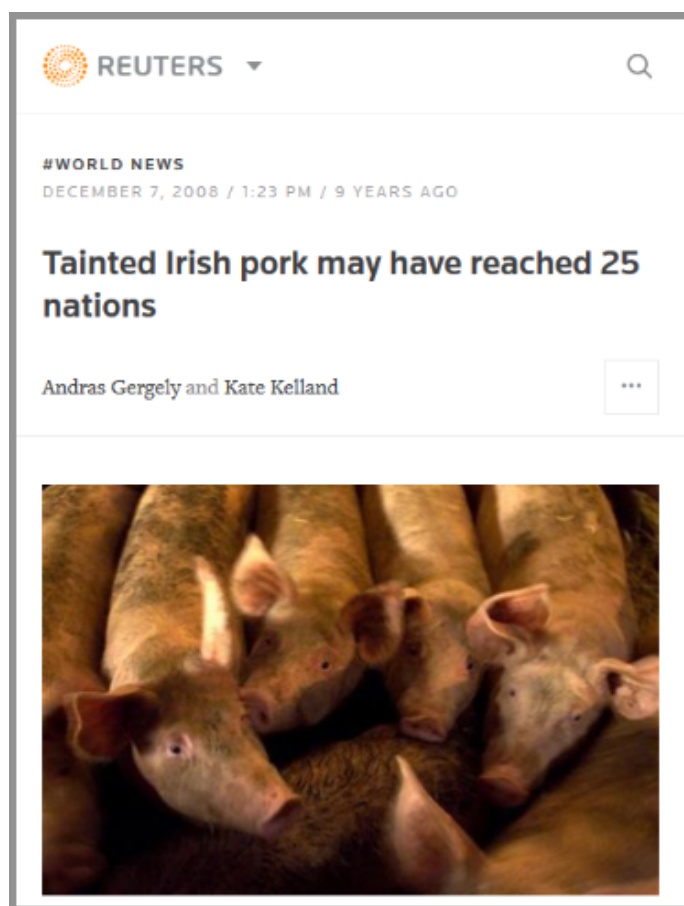
Les experts scientifiques ne font pas toujours part de leurs conflits d'intérêts dans les articles publiés par le SMC, ni lorsqu'ils ont à prendre des décisions très importantes sur les risques de cancer liés à des produits chimiques comme le glyphosate.

Alan Boobis intervient souvent comme expert du SMC. Il est professeur de pharmacologie biochimique au Collège impérial de Londres et fait souvent part de ses vues sur l'aspartame ("pas de source d'inquiétude"), le glyphosate dans les urines ("aucun problème"), les insecticides et les malformations à la naissance ("il est prématuré de tirer des conclusions"), l'alcool, le maïs OGM, les traces de métaux, les régimes alimentaires des rats de laboratoires [étude de Séralini] et bien d'autres choses encore.

La décision de l'Agence européenne des produits chimiques que le glyphosate n'est pas cancérigène *"doit être félicitée"* selon Allant Boobis la décision du CIRC comme quoi le glyphosate est probablement cancérigène *"ne devrait pas susciter indûment d'inquiétude"*, car elle ne tenait pas compte de la façon dont les pesticides sont utilisés dans la vie réelle.

Alan Boobis n'a pas déclaré de conflit d'intérêts lors de la publication du CIRC ni dans aucun des articles du SMC qui le citent. Mais ses conflits d'intérêts provoquèrent un scandale lorsqu'il fut rendu public qu'il avait une position dominante au sein de l'International Life Sciences Institute (Institut international des sciences de la vie ou ILSI), un groupe lié à l'industrie, et qu'en même temps, il co-présidait un panel de l'ONU qui trouva qu'il était improbable que le glyphosate pose un risque de cancer par l'intermédiaire du régime alimentaire. (Alan Boobis est actuellement président du conseil des administrateurs de l'ILSI et vice-président provisoire de l'ILSI/Europe).

L'ILSI a reçu un don à six chiffres de Monsanto et CropLife International, l'association des négociants de pesticides. Le professeur Angelo Moretto qui co-préside le panel des Nations Unies sur le glyphosate avec Alan Boobis, a lui aussi eu un rôle prédominant au sein de l'ILSI. Pourtant, le panel n'a pas déclaré de conflit d'intérêts.



Kate Kelland oubliera de préciser que la source qui lui avait dit de ne pas s'inquiéter de la contamination de la viande de porc par de la dioxine n'était autre que le président d'un groupe de défense de l'industrie.

Kate Kelland ne signala pas ces conflits, bien qu'elle ait commenté les résultats des "Experts des Nations Unies" qui excluaient tout risque de cancer pour le glyphosate. Une autre fois, elle recycla une citation d'Alan Boobis tirée d'un communiqué de presse du SMC pour un article sur de la viande contaminée de porcs irlandais (*"Le risque pour le consommateur était faible"*).

Interrogée sur la politique d'information du SMC sur les conflits d'intérêts et pourquoi les liens entre Alan Boobis et l'ISLI n'étaient pas mentionnés dans les articles du SMC, Fox répondit :

"Nous demandons aux chercheurs que nous employons de fournir leur déclaration de conflits d'intérêts et nous mettons celles-ci de façon pro-active à disposition des journalistes. En accord avec plusieurs autres politiques portant sur les déclarations de conflits d'intérêts, nous ne sommes pas en mesure d'étudier chaque déclaration, bien que nous nous réjouissons que des journalistes le fassent."

Alan Boobis n'était pas joignable pour faire un commentaire, mais déclara au Guardian *"Mon rôle à l'ISLI (et deux de ses branches) est celui d'un membre du secteur public et d'un président de conseil des administrateurs, des positions qui ne sont pas rémunérées"*.

Mais ce conflit d'intérêts *"provoqua la colère et la condamnation des députés européens Verts et des ONG écologistes"* comme le rapporta le Guardian, *"le tout aggravé par la publication du rapport [du panel des Nations Unies] deux jours avant un vote sur la ré-autorisation du glyphosate, un vote qui vaudra des milliards de dollars pour l'industrie"*.

Et c'est ainsi que les choses suivent leur cours dans cet enchevêtrement d'influences impliquant les multinationales, les experts scientifiques, les couvertures médiatiques et des débats aux très forts enjeux sur le glyphosate. Maintenant tout cela se déroule sur la scène mondiale alors que Monsanto doit faire face à des procès contre ce produit chimique à cause de cas de cancers et que la firme essaye d'autre part de finaliser un accord de 66 milliards de dollars avec Bayer.

Entre temps, aux Etats-Unis, Bloomberg titrait le 13 juillet : *"Est-ce que le plus important herbicide au monde provoque des cancers? L'Agence de protection de l'environnement de Trump décidera"*.

Article de STACY MALKAN paru le 24 juillet 2017 dans le site d'informations FAIR.

FAIR a pour but de "mettre en question le parti pris des media et de s'opposer à la censure, depuis 1986".

Pour avoir l'ensemble des liens donnés dans le texte original voir : <http://fair.org/home/reuters-vs-un-cancer-agency-are-corporate-ties-influencing-science-coverage/>

Traduction : Christian Berdot pour les Amis de la Terre

NOTES :

1 - Les Echos, par exemple, ont publié l'article d'un agronome qui reprenait presque mot à mot les propos déformés et mensongers de Mme Kelland : "(...) le scandale révélé outre-Manche par les informations de l'agence de presse Reuters. Dans une longue enquête diffusée le 14 juin dernier, l'agence dévoile que des données significatives concernant les risques du glyphosate sur la santé humaine n'ont pas été prises en compte par la "Monographie 112" du CIRC. Selon les informations de Reuters, Aaron Blair, épidémiologiste à l'Institut national du cancer (NCI) aux États-Unis, n'a pas communiqué des informations essentielles lors d'une réunion d'experts organisée en mars 2015 au Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), basé à Lyon." Bob Tarone dont les liens avec l'industrie ne sont pas précisés est mentionné : "Arguments difficilement recevables, et qui laissent perplexes les chercheurs américains David Spiegelhalter et Bob Tarone interrogés par Reuters." (<https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-171658-stephane-travert-a-lagriculture-le-changement-cest-maintenant-2100028.php>)

2 - Extrait d'un article du Monde : "C'est une lettre embarrassante qu'a reçue, lundi 29 mai, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Son auteur, Christopher Portier, toxicologue et biostatisticien de renommée mondiale, ancien directeur de plusieurs institutions de recherche fédérales américaines, a eu accès aux données des études confidentielles sur le glyphosate – celles transmises par les industriels aux autorités européennes. Il y a découvert des informations passées jusqu'à présent inaperçues. Selon M. Portier, la réanalyse de ces données met en évidence plusieurs cas de cancer dus au glyphosate, et qui n'ont pas été pris en compte par les agences d'expertise européennes. « Autant l'EFSA [Autorité européenne de sécurité des aliments] que l'ECHA [Agence européenne des produits chimiques] ont échoué à identifier tous les cas statistiquement significatifs d'augmentation d'incidence de cancers, dans les études menées sur les rongeurs », précise M. Portier à M. Juncker." Lien : http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/05/29/glyphosate-et-cancer-des-etudes-cles-ont-ete-sous-estimees-par-l-expertise-europeenne_5135612_3244.html

3 - Il est important de savoir par quel cheminement l'AESA ou EFSA est arrivée à cette conclusion. *"Les lecteurs seront par exemple étonnés d'apprendre qu'une bonne partie de l'évaluation récente du glyphosate, menée par le gouvernement allemand et commanditée par la Commission européenne, n'a pas été rédigée par les scientifiques qui travaillent pour l'Institut fédéral allemand de l'évaluation des risques (BfR), mais par le European Glyphosate Task Force (le Groupe de travail européen sur le glyphosate), un consortium d'entreprises de l'agrochimie."* Article complet : "Glyphosate cancérigène ? Quand l'industrie dicte ses propres évaluations !"

